

A Alès, la gauche aimerait prendre sa revanche aux municipales

A la tête de la commune du Gard depuis trente ans, le maire Les Républicains Max Roustan a annoncé qu'il ne se représentait pas

NIMES - correspondante

Dans le nord du Gard, la sous-préfecture d'Alès joue presque la même partition politique que sa grande sœur, Nîmes. Ici aussi une page se tourne. Elu depuis 1995, le très populaire maire (Les Républicains, LR) Max Roustan, bientôt 81 ans, ne se représente pas. Dans cette ville située aux portes des Cévennes, les partis politiques se préparent aux prochaines élections municipales avec des espoirs non dissimulés.

La gauche rêve d'une revanche sur la droite depuis trente ans dans cette ancienne ville minière, bastion communiste de 1965 à 1989, à gauche jusqu'en 1995, année où Max Roustan arrache la victoire d'une centaine de voix. Il a depuis été réélu à chaque fois dès le premier tour, mais a perdu son siège de député en 1997, puis en 2012, face à des candidats de

gauche. Le 15 mars, pour mieux anticiper sa succession, Max Roustan a cédé son fauteuil à son premier adjoint, Christophe Rivenq (LR), également à la tête de la communauté de communes Alès Agglomération et des 71 communes qui la composent.

Le nouveau maire, à l'aise dans ses fonctions et candidat à sa propre succession, âgé de 59 ans, ne se montre pas très inquiet ni bavard sur le sujet. La campagne électorale, il dit ne pas y penser pour le moment. Collaborateur de Max Roustan depuis trente-trois ans, il connaît la ville et ses dossiers et compte bien en faire sa force. « En 2020, Max Roustan a été élu avec Rivenq, il ne s'en est pas caché, et je suis associé à son bilan, celui d'une ville devenue attractive », résume l'édile, qui aime se définir comme gaulliste social, et affectionne cette idée d'une « drauche », un mélange de droite et de gauche.

Pour le scrutin de mars 2026, celui qui est également conseiller régional d'Occitanie a déjà une idée de sa stratégie. « Je ne vais pas changer qui je suis. J'ai fait le choix du mandat local, qui me permet une plus grande liberté. Je pense que je ferai une campagne courte et dépolitisée. » Preuve qu'il ne se montre pas très stressé par l'issue du vote, son entourage lui prédit une victoire dès le premier tour, avec l'appui d'un Max Roustan présent sur sa liste.

« Je regrette la scission »

Les forces de gauche espèrent un tout autre scénario, même si elles avancent encore en rangs dispersés. Le Printemps alésien, qui réunissait aux élections de 2020 tous les partis de gauche et a obtenu cinq sièges au conseil municipal, s'est disloqué ces derniers mois pour des raisons de leadership. Il ne reste plus que le Parti communiste français et

Place publique, « et de nombreuses personnes non encartées », insiste le conseiller municipal communiste Paul Planque.

Pour le chef de file de l'opposition, la situation n'est pas illogique. « Je regrette sincèrement la scission, mais c'est la vie de la démocratie. Et il reste encore du temps. Nous avons les moyens de nous retrouver d'ici à mars 2026. » Il voit surtout un bon alignement des planètes. « Max Roustan, dont je ne conteste ni la proximité avec les habitants ni la popularité, a réussi à être un maire de droite dans une ville de gauche. Christophe Rivenq, lui, n'a jamais été élu sur son nom propre au suffrage universel », observe-t-il, s'appuyant aussi sur une réunion, fin juin, ayant attiré près de 220 participants. « Une grande partie n'était pas politisée, nous avons très bien engagé la campagne. »

Les autres partis (La France insoumise, le Parti socialiste, Géné-

ration.s, L'Après, Les Ecologistes) sont réunis au sein d'un collectif récent, Alès Maison commune, et pensent aussi pouvoir se réconcilier avec le Printemps alésien : « L'opportunité de gagner les élections est présente et bien réelle, il faut s'en saisir. Les discussions sont en cours et ne sont pas rompues, explique Bernard Motto-Ros, l'un des militants. L'important, c'est de créer une force alternative qui permette de redonner de l'espoir. »

Entre le Printemps alésien et Alès Maison commune, des réunions sont déjà organisées. Dans leurs discours, les deux mouvements partagent le même objectif : « Faire revenir les abstentionnistes dans l'isoloir », agir « en collectif », fédérer « avec les forces citoyennes » et « faire obstacle au Rassemblement national [RN] ». Une militante d'Alès Maison commune rappelle : « Face à la menace du RN aux dernières élections législatives, Christophe Rivenq n'a

pas appelé à voter pour le Nouveau Front populaire. »

De l'autre côté de l'échiquier politique, des discussions sont en cours pour élaborer des listes, dont une serait proche du député ciottiste de la 5^e circonscription du Gard, Alexandre Allegret-Pilot. Yoann Gillet, député de la 1^{re} circonscription et responsable départemental du RN, premier parti du Gard, qui revendique 3 000 adhérents, assure qu'une liste RN sera « évidemment » en lice dans cette ville, même si, pour le moment, il reste silencieux sur sa tête. Les candidats de son parti ne seront pas dévoilés avant la rentrée. Dans cette commune de quelque 45 000 habitants, le RN et son allié Eric Ciotti sont arrivés en tête aux législatives de 2024, à 252 voix près. C'est la première fois que les deux circonscriptions d'Alès sont acquises à l'extrême droite. Comme à Nîmes. ■

AGATHE BEAUDOUIN